



TRANSITIONS
DEMOGRAPHIQUES
TRANSITIONS
ECONOMIQUES

L'impact économique d'une baisse de la fécondité en France

Chaire TDTE
Le 28 mai 2024

Kevin Genna
Responsable de la modélisation

Résumé :

L'année 2023 a résonné comme un choc au niveau de la natalité. La France, souvent considérée comme le pays européen avec la fécondité la plus élevée a vu cette dernière chuter à 1,68 enfants par femme contre 1,8 initialement prévus. Soit un chiffre inférieur à la Roumanie et la Bulgarie en 2022 et finalement plus si éloigné de l'Allemagne ou de l'Irlande, mais surtout à un niveau qui n'assure plus le renouvellement des générations.

Cette étude poursuit donc un double but, le premier est d'analyser l'effet macroéconomique d'une chute de la population (prévue pour 2044 dans le scénario central de l'Insee) et du vieillissement relatif de la population française. Le second est d'analyser les effets économiques d'une chute plus rapide qu'anticipée (fécondité à 1,68 enfants par femme au lieu de 1,8) afin de nourrir le débat public sur la natalité avec des projections économiques. Nous proposons également l'étude d'un scénario beaucoup plus pessimiste qui suivrait la tendance actuelle pour atteindre 1,3 enfants par femme à horizon 2040.

Grâce au modèle Choc Démographique et Croissance Harmonieuse (CDCH), nous montrons alors que la baisse de la population attendue a des effets macroéconomiques majeurs, notamment sur la rémunération des retraités qui voient leur niveau de vie relatif (par rapport aux personnes en emploi) drastiquement diminuer à cause du vieillissement de la population, de la baisse de la population active et de l'entrée aux âges de la retraite de la fin de la génération baby-boom. La baisse de la fécondité à 1,68 aggrave un peu plus ces effets, avec une différence en termes de PIB pouvant aller jusqu'à 2 points en 2050. Ces effets sont d'autant plus prononcés lorsque l'on considère une chute bien plus importante de la fécondité. Ces effets sont majeurs et méritent une prise de conscience rapide pour éviter que ces prophéties ne deviennent auto-réalisatrices.

Table des matières

I- Introduction.....	4
II- La caractérisation des scénarios	6
III- Les effets économiques de la fécondité.....	7
A. Les hypothèses du modèle CDCH.....	7
B. Le baseline.....	8
C. Le scénario 2023	9
D. Différence entre scénarios.....	10
IV- L'effet sur les salaires et l'imposition du travail.....	11
V- Un scénario pessimiste à l'italienne : les réactions économiques	12
Conclusion.....	13
Bibliographie	14
Appendice.....	15
Annexe 1 – La baisse du revenu des retraités dans le rapport 2023 du COR.....	15

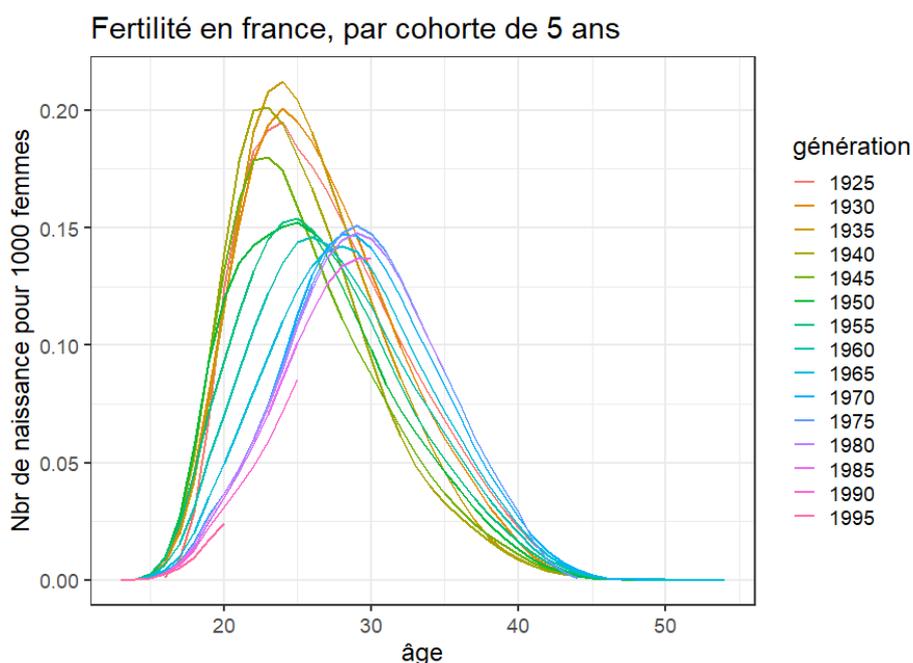
I- Introduction

En 2023, le taux de fécondité en France s'est élevé à 1,68 enfants par femme soit bien en dessous du taux de renouvellement de la population, qui s'établit autour de 2,05 enfants par femme (INED), mais aussi en dessous des projections de l'Insee qui prévoit, dans son scénario central, que la fécondité en France devrait se stabiliser autour de 1,8 enfants par femme. Dans le contexte de vieillissement actif en France et en Europe, voir Genna (2023) et Villemeur (2023) sur les questions d'évolution de la dépendance et des coûts liés au vieillissement, une baisse de la fécondité agirait comme un accélérateur de la transition démographique et précipiterait les problèmes économiques qui lui sont liés.

La plupart des pays du monde connaissent un ralentissement de leur démographie, cet effet est significatif dans les pays développés mais commence également à être observé dans les pays en développement. Une étude publiée dans *The Lancet* (Bhattacharjee *et al.*, 2024) projette l'évolution de la fertilité jusqu'en 2100 pour 204 nations. Il est projeté que seuls 49 pays auront une fécondité supérieure au taux de remplacement de la population en 2050, et uniquement 6 en 2100. Ces projections sont préoccupantes et ne semblent pas irréalistes, en effet, la natalité ne cesse de diminuer depuis 1950, le nombre de naissances sur une année a atteint son maximum en 2016, 142 millions de naissances, pour ensuite diminuer et atteindre 129 millions en 2021, soit une baisse du nombre total de naissances de près de 10% en 5 ans. Pour l'instant, ce que nous observons n'est qu'une baisse de la croissance de la population car la fécondité s'élève en moyenne à 2,23 enfants par femme en 2021, toujours au-dessus du taux de renouvellement de la population. Cependant, le risque de voir ce taux de fécondité passer sous la barre des 2,05 enfants par femme n'a jamais été aussi prégnant et demande de repenser les systèmes économiques dans lesquels nous vivons, car ces derniers ont été conçus dans l'idée qu'il y aurait une augmentation permanente de la population active, avec une jeunesse toujours majoritaire.

Si on revient désormais au cas français, le scénario central de l'Insee (fécondité à 1,8 enfants par femme et + 70 000 immigrés par an) prévoit une baisse de la population française à partir de l'année 2044, mais si cette fécondité venait finalement s'établir sur le long terme à 1,68 enfants par femme, comme en 2023, la population française commencerait à reculer entre 2035 et 2040, ce qui implique un véritable changement de paradigme. Les raisons de cette baisse sont protéiformes et il est difficile d'avancer qu'un effet prédomine sur les autres : éco-anxiété, inégalités hommes femmes, difficultés à trouver un logement suffisamment grand ...¹ sont autant d'explications au fait que la fécondité observée (1,68) est bien en deçà de la fécondité désirée (2,4). On voit d'ailleurs dans le graphique 1 ci-dessous que deux effets jouent pour expliquer la baisse de la fécondité, le premier est tout simplement la baisse du nombre d'enfants par famille, avec le nombre d'enfants pour 1000 femmes qui diminue drastiquement dès la génération 1950. Ensuite il existe un second effet de report de maternité, on observe que le pic de naissance pour 1000 femmes se décale progressivement vers la droite, attestant d'un décalage de l'âge de la maternité. Le second effet est moins problématique, car il s'agit d'une baisse « virtuelle » de la fécondité, les enfants qui auraient dû naître aujourd'hui naissent finalement plus tard, la maternité étant repoussée mais ils naissent quand même. Le seul problème que cela pose est que la fertilité des femmes diminue avec l'âge et il devient alors de plus en plus difficile de procréer, ce qui pourrait diminuer le nombre de seconde/troisième naissances, et donc d'enfants tout simplement.

¹ Voir la revue de littérature de Doepke *et al.* (2023) pour une présentation exhaustive des déterminants de la fécondité.



Graphique 1 : Fertilité par Cohorte en France, des générations 1925 à 1995

A titre d'exemple, une seule nation développée (hors temps de guerre) a pour le moment vécu cette situation : le Japon. Et malgré des investissements massifs dans la robotisation des tâches et une politique de relance de la dépense publique d'inspiration Keynésienne (les Abenomics dans les années 2010) le pays reste englué dans une situation de marasme économique. Son taux de croissance du PIB par habitant est sous la barre des 1%, en moyenne, depuis le milieu des années 90, le pays fait face à un risque persistant de déflation et sa dette reste la plus imposante du monde. Notre étude vise à projeter ce que le vieillissement pourrait avoir comme incidence en France, afin de préparer une réponse de politique économique adéquate à la transition démographique qui s'impose à nous, tout en s'inspirant de ce qui a marché ou non au Japon, et bientôt en Italie.

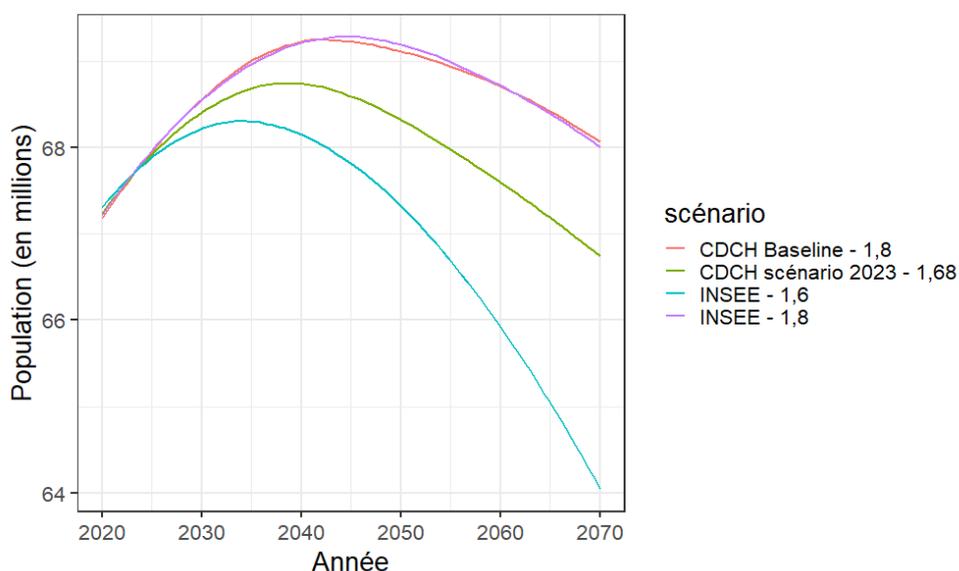
Dans ce papier, nous nous baserons sur le modèle « Chocs Démographiques et Croissance Harmonieuse » (CDCH) développé au sein de la Chaire TDTE. Il s'agit d'un modèle à générations imbriquées sur 17 générations, qui permet d'étudier l'impact de la transition démographique sur de nombreuses variables macroéconomiques dont le niveau des pensions de retraite, le PIB par habitant ou encore la quantité de travail effectif. Nous utiliserons ce modèle pour étudier les effets de la transition démographique dans le scénario central de l'Insee (fécondité à 1,8 enfant par femme et immigration à +70 000 par an), puis dans un « scénario 2023 » (1,68 enfant par femme et immigration à +70 000 par an) et enfin nous comparerons la différence entre ces deux scénarios. Nous proposerons également les prémices d'une chute bien plus conséquente de la fécondité comme cas d'étude.

II- La caractérisation des scénarios

Comme évoqué dans l'introduction, nous basons notre analyse sur l'évaluation économique de différents scénarios démographiques, qui diffèrent par leur taux de fécondité. Pour des raisons de simplification nous gardons les mêmes hypothèses d'immigration et d'espérance de vie dans chaque scénario, mais ces dernières pourraient être ajustées dans une future étude. Nous avons donc dans cette études deux scénarios distincts :

- **Le baseline**, identique aux projections démographiques de l'Insee dans son scénario central avec une fécondité de 1,8 enfants par femme. Ce scénario permet de se conformer aux projections de l'instance statistique la plus crédible en France pour en étudier ses retombées économiques dans les prochaines années.
- **Le scénario 2023**, qui est en tout point similaire au baseline mis à part pour la fécondité qui sera fixée à 1,68 enfants par femme comme lors de l'année 2023. Ce scénario permet de projeter les effets d'une prédiction de croissance de la population plus faible qu'escomptée mais toujours stable.

Les différents scénarios de projection de la population totale sont détaillés dans le graphique 2 ci-dessous, où sont projetés les prédictions de l'Insee et du modèle CDCH.



Source : Modèle CDCH, Chaire TDTE et Projections de Populations, Insee

Graphique 2 : Les projections de population dans les différents scénarii

Dans ce graphique on voit que le scénario Baseline du modèle CDCH est très proche des projections du scénario central de l'Insee, ce qui montre la pertinence de notre approche et les similitudes avec ce que cet institut projette. On observe clairement que la population commence à décroître entre les années 2040 et 2045, mais cette décroissance reste relativement lente car en 2070 on revient à un niveau équivalent à 2025. Dans le scénario 1,6 de l'Insee, on a une situation plus alarmante où la population décroît dès 2035 et ce à un rythme assez soutenu car on atteindrait les 64 millions d'habitants en 2070, soit une baisse d'environ 6% de la population par rapport à 2023. Enfin notre scénario 2023, établit avec l'aide du modèle CDCH, est entre les deux établissant la fécondité à 1,68 enfants par femme, la décroissance de la population commence entre 2035 et 2040 et en 2070 on se retrouve à un niveau inférieur à la population de 2023.

III- Les effets économiques de la fécondité

A. Les hypothèses du modèle CDCH

Comme évoqué, les projections que nous proposons dans ce document sont issues du modèle Chocs Démographiques et Croissance Harmonieuse (CDCH) développé par la Chaire TDTE. Il s'agit d'un modèle à générations imbriquées avec 17 générations, avec agents hétérogènes et qui propose plusieurs blocs d'analyse. Il s'inspire des travaux d'Auerbach et Kotlikoff (1997), de la Croix, Docquier, et Liegeois (2007), Ragot, Chojnicki, et Glachant (2012) et De la Croix, Pierrard et Sneesens (2013), qui ont également travaillé sur les questions de transition démographique à l'aide de modèles à générations imbriquées. Ainsi on retrouve un bloc démographie pour prendre en compte la transition démographique, un bloc éducation à l'origine de l'hétérogénéité des individus, un bloc santé qui peut jouer sur l'espérance de vie et un bloc retraite pour calculer l'effet de la transition démographique sur les dépenses publiques liées à la retraite.

Comme il s'agit d'un modèle économique classique, il est important de rappeler que nous raisonnons « toutes choses égales par ailleurs ». C'est-à-dire que lorsque que l'on prendra en compte les effets de la transition démographique il n'y aura pas de réaction en chaîne sur les variables « politiques » du modèle, comme par exemple l'âge de départ à la retraite. Ainsi, un certain nombre d'hypothèses sont nécessaires pour la cohérence du modèle et il faudra prendre en compte ces hypothèses lors de l'interprétation des résultats, elles sont les suivantes :

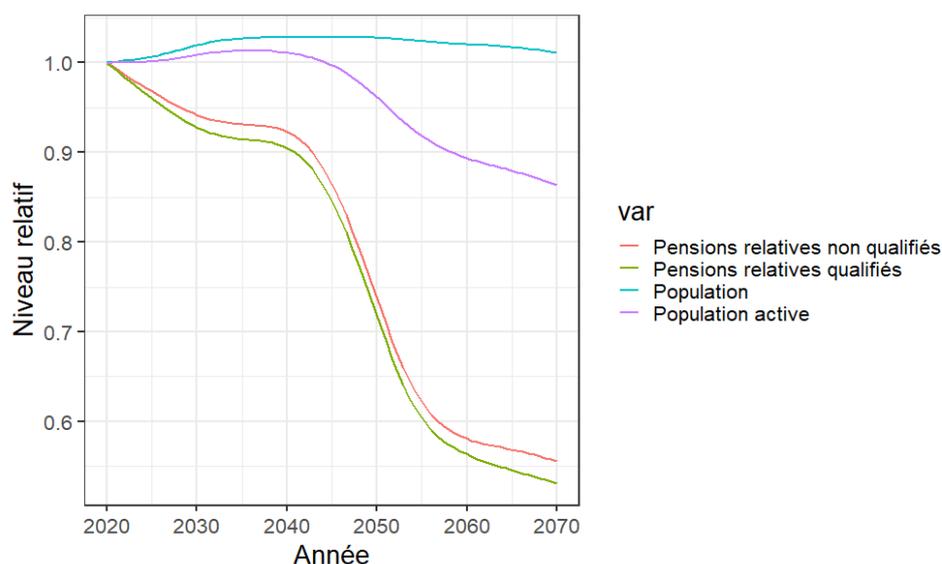
- Les dépenses de retraites sont fixées à 14% du PIB
- L'âge légal de départ à la retraite reste à 63 ans
- Les taux d'activité des générations sont fixes
- La productivité du travail croît au taux exogène de 0,8% par an
- La taxation du travail peut évoluer
- Le niveau d'éducation est fixé
- La transition démographique est exogène et suit les scénarios présentés ci-dessus

Ces hypothèses sont importantes pour l'interprétation des résultats car elles influencent l'analyse « politique » du modèle, ainsi les résultats qui seront présentés prennent ne prennent pas en compte d'éventuelles conséquences législatives ou de politique économique comme une hausse de la durée de cotisation, une évolution des taux d'activités ou un arbitrage des dépenses publiques en faveur des seniors avec une augmentation de la part des dépenses de retraite dans le PIB.

Bien que limitantes, ces hypothèses sont crédibles pour amorcer un débat d'ampleur sur le sujet de la natalité. En effet, elles nous permettent de partir d'un status quo où l'on observerait l'évolution des conditions macroéconomiques si rien n'était fait pour accompagner la transition démographique. Si d'aucuns pensent que la situation législative et économique est actuellement la bonne pour faire face à la transition démographique qui se présente devant nous, une telle étude permettrait de leur donner raison, ou tort sur les effets attendus de la situation que nous vivons actuellement.

B. Le baseline

Dans cette partie nous nous intéressons aux projections économiques de la France dans le cadre du modèle baseline, l'idée ici est de projeter le niveau de la population totale, de la population active et des pensions de retraite par rapport à leur niveau de 2020. On fait l'hypothèse que toutes nos variables sont égales à 1 en 2020 pour mieux observer leur dynamique, ainsi si la population était égale à 1,05 en 2040 cela signifierait qu'en 2040 elle est égale à 1,05 fois la population de 2020, soit 5% plus élevée qu'en 2020. On utilise ce principe pour chaque variable que l'on analyse dans ce document. Ces projections sont présentées dans le graphique 3 ci-dessous.



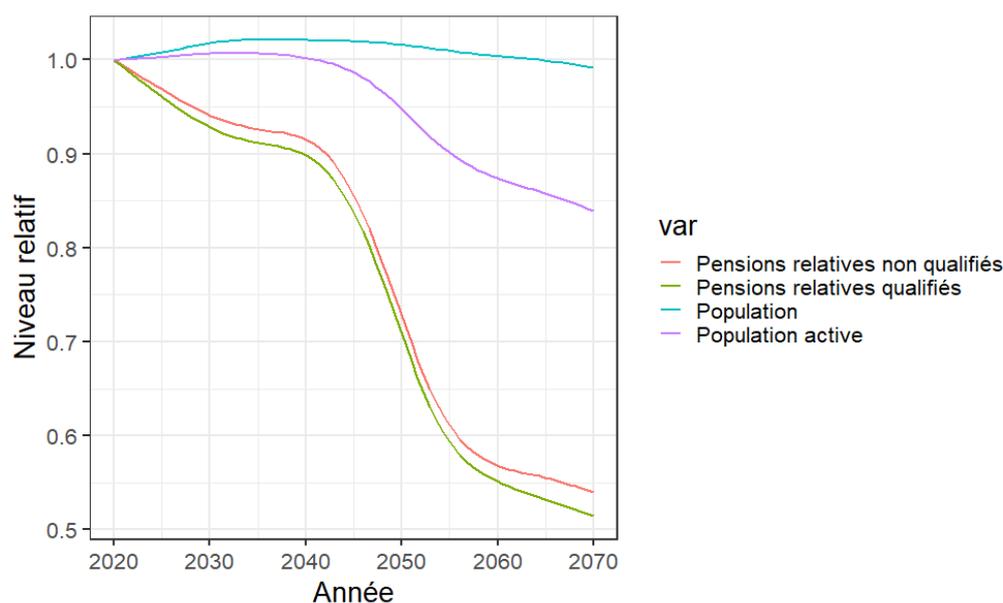
Source : Modèle CDCH, Chaire TDTE

Graphique 3 : Les effets de la transition démographique dans le Baseline

La première chose que l'on observe est que la population active augmente plus lentement que la population totale dans un premier temps, et qu'elle chute plus tôt et plus rapidement dans un second temps, ce qui montre l'accélération du vieillissement et de la part des personnes âgées dans la population. L'effet direct de cette forte baisse de la population active est une baisse drastique du niveau des pensions, que ce soit pour les travailleurs qualifiés ou non qualifiés. En effet, dans ce modèle la part des pensions dans le PIB ne peut pas dépasser les 14%, mécaniquement si on a plus de retraités et moins d'actifs, le niveau des pensions chute pour équilibrer le système. Cet effet est amplifié dans le modèle car nous n'avons pas de mécanisme d'indexation des pensions sur les salaires, et que nous n'avons pas d'inflation. Il s'agit également d'une projection « toutes choses égales par ailleurs » qui ne prend pas en compte l'allongement de la durée de cotisation dans les années à venir, ni l'augmentation des taux d'emplois des jeunes et des seniors projetés pour les prochaines années. Le résultat quantitatif est très probablement surestimé mais le résultat qualitatif est quant à lui bien réel, il est en accord avec ce que le rapport 2023 du COR montrait déjà, comme expliqué dans l'annexe 1.

C. Le scénario 2023

Ici nous allons nous intéresser au même principe que dans la partie précédente mais dans le cadre d'une baisse de la fécondité de 1,8 à 1,68 enfant par femme. Même si cette différence ne semble pas très importante (-6,5%), elle pourrait tout de même fortement accélérer la baisse de la population active et des pensions de retraites. Le graphique ci-dessous nous montre ce que le modèle CDCH dans le cadre du scénario 2023 projette pour la population, la population active et les pensions de retraites.



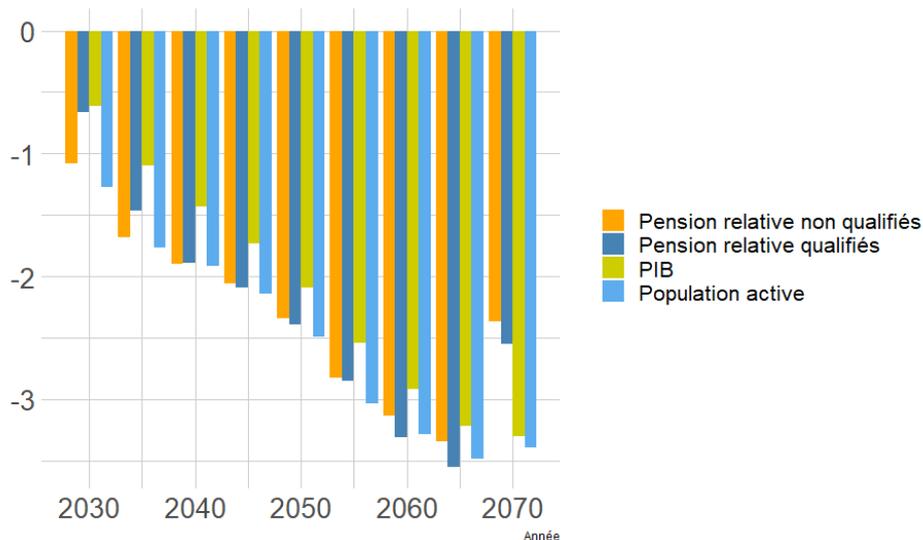
Source : Modèle CDCH, Chaire TDTE

Graphique 4 : Les effets de la transition démographique dans le scénario 2023

Les effets observés avec un taux de fécondité à 1,68 enfants par femme restent similaires à ceux que l'on observe pour un taux de 1,8 enfants par femme. En effet, ces deux taux se trouvent sous le seuil de renouvellement de la population, donc la baisse de la population reste inéluctable dans cette situation. La seule réelle différence observée est la baisse plus rapide de la population et de la population active par rapport au Baseline. Dans la partie suivante, on s'intéresse à la différence entre le Baseline et le scénario 2023 de manière un peu plus poussée.

D. Différence entre scénarios

Comme attendu, nous avons des effets assez similaires entre le Baseline et le scénario 2023 du fait que seul le taux de fécondité diffère entre les deux cas d'étude. Dans cette partie nous allons nous intéresser aux différences qui existent entre ces deux scénarii, car même si elles ne semblent pas importantes au premier abord, elles s'aggravent avec le temps qui passe. Ceci est présenté dans le graphique 5 présenté ci-dessous.



Source : Modèle CDCH, Chaire TDTE

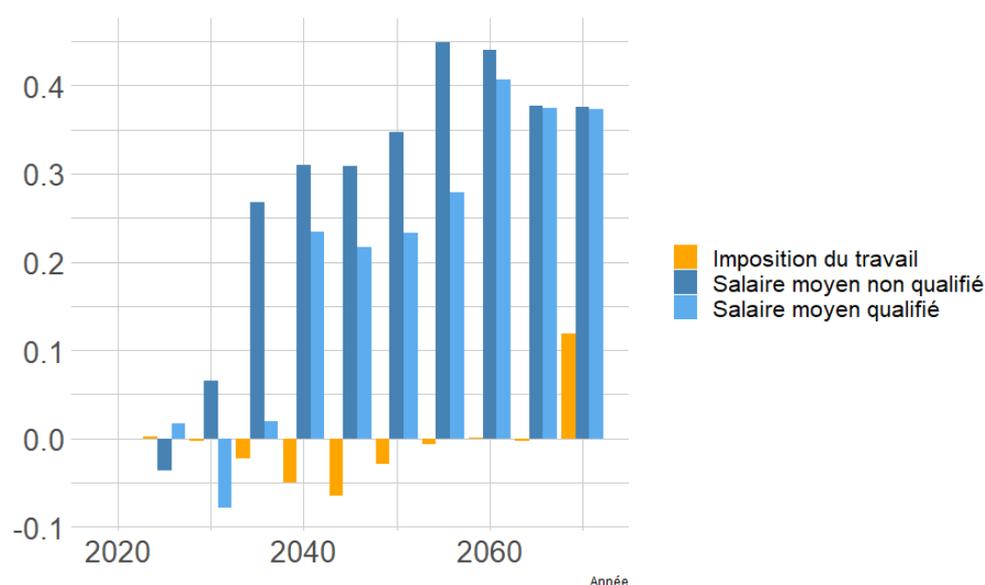
Graphique 5 : Déviation du scénario 2023 par rapport au Baseline, en points de pourcentage 2020

Dans notre analyse, nous projetons les effets de la transition démographique et nous l'analysons par rapport à la situation de 2020, que ce soit pour le Baseline ou le scénario 2023. On peut donc comparer les deux scénarios par rapport à leur différence avec l'année 2020, ainsi si on prend les pensions relatives des non qualifiés en 2035, elles sont plus faibles dans le scénario 2023 que dans le Baseline de 0,5 points 2020.

De manière générale, on voit que le temps aggrave les différences entre les deux scénarios, et qu'une baisse de la fécondité durable a des effets macroéconomiques assez désastreux sur de nombreux aspects comme le PIB, la population active ou le niveau des pensions de retraite, que ce soit pour les qualifiés ou les non qualifiés.

IV- L'effet sur les salaires et l'imposition du travail

Finalement, le modèle CDCH nous permet également de nous intéresser aux effets sur les salaires et sur l'imposition du travail. Dans notre modèle, l'effet sur les salaires est la seule « bonne nouvelle » liée à une baisse de la fécondité. En effet, comme nous sommes dans un modèle classique, il y a une décroissance de la productivité marginale des facteurs et les travailleurs sont rémunérés au niveau de leur productivité marginale. Si le nombre de travailleurs diminue, il y a moins d'offre de travail donc la concurrence est moins forte entre les travailleurs et la productivité marginale du travail augmente : le salaire augmente. On retrouve ces effets dans le graphique 6 ci-dessous.



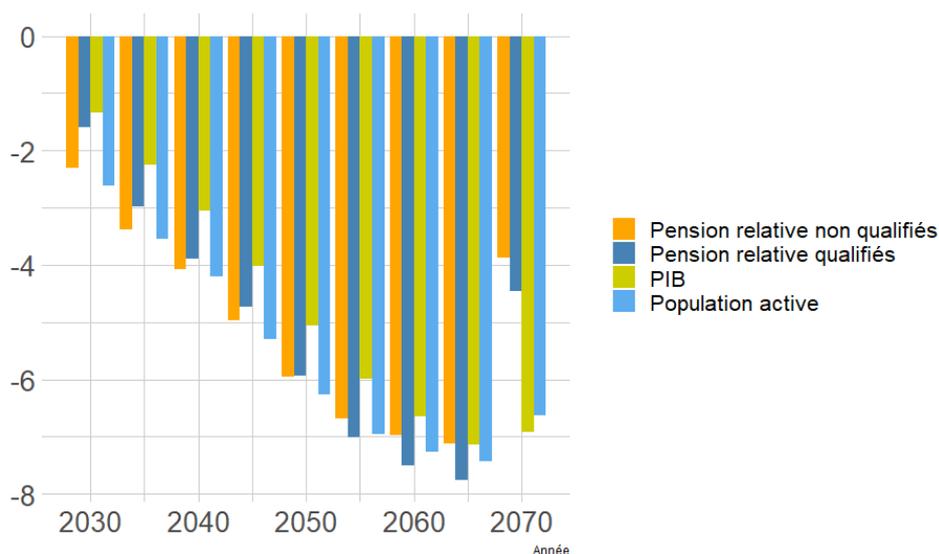
Source : Modèle CDCH, Chaire TDTE

Graphique 6 : Déviation du scénario 2023 par rapport au Baseline, en points de pourcentage 2020

Comme prévu, on observe que dans le scénario à plus faible fécondité, le salaire moyen augmente pour les qualifiés et les non-qualifiés, même si cette hausse reste limitée sous les 0,5 points de pourcentage 2020. Le taux d'imposition du travail quant à lui diminue très légèrement, mais il diminue bien moins vite que les salaires augmentent, ce qui signifie que les individus paient plus d'impôts en niveau, mais qu'ils représentent une part légèrement plus faible par rapport à leurs revenus.

V- Un scénario pessimiste à l'italienne : les réactions économiques

Dans cette partie nous analysons ce qu'un scénario bien plus pessimiste pourrait avoir comme conséquences macroéconomiques sur un pays comme la France, par rapport au scénario Baseline avec un taux de fécondité à 1,8 enfant par femme. Pour ce scénario nous choisissons de nous confronter au scénario italien, où le taux de fécondité atteint 1,3 enfant par femme, soit bien en dessous du niveau Français et même de la moyenne de l'union Européenne. Le taux de fécondité italien est très préoccupant pour ce pays, car même leur présidente du conseil, élue sur un programme populiste hostile à l'immigration, réfléchit à augmenter les quotas d'immigrants dans le pays. Les différences entre ce scénario pessimiste et le Baseline sont présentées dans le graphique 7 ci-dessous. Pour simplifier la lecture, nous nous limitons aux variables suivantes : pensions relatives, PIB et population active.



Source : Modèle CDCH, Chaire TDTE

Graphique 7 : Déviation du scénario pessimiste par rapport au Baseline

Comme attendu, le scénario pessimiste a des effets beaucoup plus importants sur les grandes variables macroéconomiques françaises que le scénario 2023. On a ainsi des effets plutôt faibles en 2030, -1 point de PIB par exemple, qui sont surtout dû à une baisse de la consommation par ménage et à une hausse de l'épargne, on a donc une légère contraction économique. Ces effets deviennent bien plus conséquents à horizon 2040 ou 2050 avec une baisse du PIB de respectivement 3 et 5 points, contre à peu près 4 et 6 points d'écart pour les pensions de retraites, qualifiés ou non, alors même que l'on sait pertinemment que dans le Baseline, les pensions de retraites sont également vouées à se réduire.

Conclusion

Ces résultats montrent l'importance de prendre en compte la transition démographique par les deux côtés de la pyramide des âges, que ce soit par le vieillissement de la population, avec l'augmentation relative des personnes âgées dans la population, mais aussi par la natalité qui en diminuant accélère le vieillissement de la population. Comme on le voit, les effets d'une baisse de la natalité sont assez longs à se matérialiser, il faut attendre 2035~2040 pour observer des effets significatifs, quand le vieillissement de la population se manifeste beaucoup plus vite (voir Lorenzi *et al.*, 2024) avec des tensions sur la prise en charge des personnes âgées fragiles et dépendantes dès 2030. Cependant, la baisse de la natalité affecte directement le système économique et productif du pays, nos différents scénarios prévoient une baisse de la population active assez abrupte qui s'accompagne mécaniquement d'une baisse du PIB. La baisse de la natalité affecte aussi plus rapidement le ratio de dépendance et donc le financement de la protection sociale avec en premier lieu les retraites. Si on veut garder un ratio de retraites sur PIB à 14% avec un ratio de dépendance défavorable, la seule variable d'ajustement est la rémunération des retraités qui doit diminuer comparativement au niveau de vie des actifs, et ce avec des gains de productivité à 0,8% par an.

Le dernier scénario à l'italienne, le plus pessimiste, nous montre qu'une baisse plus conséquente aurait un effet très important sur l'économie française. Nos simulations à horizon 2040 estiment cet écart à 4 points pour l'emploi, soit 1 millions de travailleurs, et à 3 points pour le PIB, soit 75 milliards d'euros, sans compter l'impact que cela pourrait avoir sur le financement des retraites. Il semble nécessaire, et même urgent, de trouver des solutions à une telle situation si nous ne voulons pas connaître la stagnation économique déjà visible au Japon et en Italie.

Bibliographie

Auerbach, A., et L. Kotlikoff (1997): *Dynamic Fiscal Policy*.

Bhattacharjee, N. V., Schumacher, A. E., Aali, A., Abate, Y. H., Abbasgholizadeh, R., Abbasian, M., ... & Bahri, R. A. (2024). Global fertility in 204 countries and territories, 1950–2021, with forecasts to 2100: a comprehensive demographic analysis for the Global Burden of Disease Study 2021. *The Lancet*.

de la Croix, D., F. Docquier, et P. Liegeois (2007): “Income growth in the 21st century : Forecasts with an overlapping generations model,” *International Journal of Forecasting*, 23(4), 621–635.

De la Croix, D., Pierrard, O., & Sneessens, H. R. (2013). Aging and pensions in general equilibrium: Labor market imperfections matter. *Journal of Economic Dynamics and Control*, 37(1), 104-124.

Doepke, M., Hannusch, A., Kindermann, F., & Tertilt, M. (2023). The economics of fertility: A new era. In *Handbook of the Economics of the Family* (Vol. 1, No. 1, pp. 151-254). North-Holland.

Genna, K. (2023). Projeter le nombre futur de dépendants : une approche multifactorielle avec un modèle Probit. *Revue d'économie financière*, (4), 27-36.

Lorenzi, J-H., Villemeur, A., Genna, K., Gueye, C. et L. Saudubray (2024), « Agir pour le grand âge, c'est maintenant ! ». Chaire TDTE

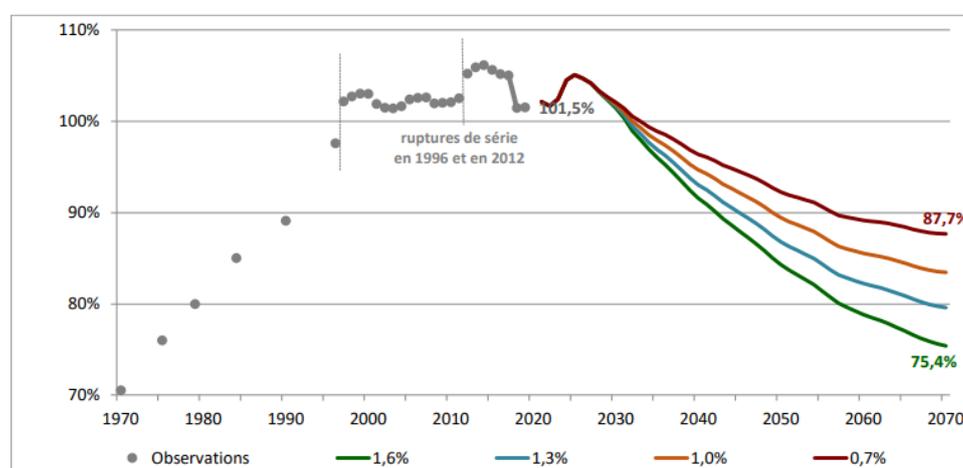
Ragot, L., X. Chojnicki, et J. Glachant (2012) : “Financer durablement la protection sociale,” Document de travail.

Villemeur, A. (2023). Personnes âgées dépendantes : meilleur bien-être, nouvelles dépenses et nouveaux financements. *Revue d'économie financière*, (4), 205-215.

Appendice

Annexe 1 – La baisse du revenu des retraités dans le rapport 2023 du COR

Le modèle CDCH prévoit une baisse du niveau des pensions des retraités à cause de la forte baisse de la population active par rapport aux retraités. Même si les résultats quantitatifs sont discutables, le résultat qualitatif reste solide et se rapproche notamment des travaux du Conseil d’Orientation des Retraites (COR) dans leur rapport 2023. On y trouve notamment le graphique ci-dessous qui détaille l’évolution du niveau de vie relatif des retraités et ses projections.



Source : Rapport COR 2023 ; Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux 1970 à 1996 ; Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux rétropolées de 1996 à 2004 ; Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux de 2005 à 2019 ; projections COR - juin 2023 ; Insee, modèle DESTINIE

Graphique 8 : Niveau de vie relatif des retraités observé et projeté

Dans ce graphique nous retrouvons globalement les mêmes effets qualitatifs que dans le modèle CDCH, avec une baisse du niveau de vie moyen des retraités par rapport à la population dès 2025. La seule différence est la légère hausse entre 2020 et 2025 qui est dû à l’augmentation de la durée de cotisation (fin d’application de la loi Touraine) et de l’augmentation projetée des taux d’emplois des jeunes et des seniors, que nous ne sommes pas en mesure de capturer dans le modèle CDCH. En revanche, on retrouve bien une chute nette des rémunérations des retraités due à la baisse de la population active. Qualitativement, les projections du COR et du modèle CDCH sont très proches dans les hypothèses de fécondité du Baseline.